

Le nouvel an du nouveau Québec solidaire post fusion

Unilatérale indépendantisme à droite contre la radicalité écologique

Loin de l'euphorie médiatisée de la fusion avec Option nationale, et de son projet indépendantiste de droite¹, Québec solidaire se dote d'une plateforme électorale passant discrètement à la droite des Libéraux sur des aspects cruciaux des deux piliers stratégiques que sont la lutte climatique et la lutte anti-pauvreté. Le salaire minimum à 15\$ l'heure et le rejet du pétrole, les deux grandes thématiques de la pré-campagne électorale, font déjà problème comme stratégie électorale tant ils font consensus avec le PQ. Simplement dénoncer l'hypocrisie péquiste ne fait pas très convainquant de la part d'un parti jamais testé par l'exercice du gouvernement. On avait aussi remarqué l'occasionnelle recherche de consensus parlementaire avec les Libéraux².

Dans livre-manifeste d'Option nationale que Québec solidaire s'est engagé à reprendre à son compte sous l'égide de l'ancien chef oniste comme porte-parole officieux indépendantiste, certains textes, par l'exemple ceux sur l'histoire et le français, soulignent la question de l'oppression nationale trop souvent oubliée par Québec solidaire. Mais le texte-clef sur l'économie se réfère aux « *avantages concurrentiels* » du Québec comme terre d'abondantes ressources naturelles, vision traditionnelle, anti-autochtone, anti-écologique du développement économique qui fait du Québec un porteur d'eau et un scieur de bois du marché global néolibéral. Le livre ne dit rien sur la participation québécoise à la lutte climatique que ce soit par rapport au but ou aux moyens sauf pour favoriser la régressive *écofiscalité*. S'y constate l'impasse complète à propos de la Finance alors que le contrôle populaire de l'épargne nationale reste indispensable pour financer un projet de société alternatif qui prenne pleinement en compte la lutte climatique et l'accomplissement de la plénitude de la justice sociale. Pour la justice fiscale, le livre dit candidement : « *Un gouvernement plus à droite pourra baisser nos taxes et nos impôts, alors qu'un gouvernement plus à gauche pourra réinvestir en santé et en éducation.* » Et finalement exit la question du féminisme, pourtant si d'actualité.

Cette débandade structure la nouvelle plateforme électorale issue du dernier congrès. Celui-ci, intimidé par l'argument massue du respect du « cadre financier » — sous-entendu compatible avec les contraintes néolibérales — a jeté aux orties la semaine de 35 heures, pourtant très indirectement liée au budget public. Le congrès s'ajustait ainsi au rejet de l'objectif du plein emploi, absent du projet de plateforme malgré une présence soulignée dans le programme. Ainsi est relégué aux oubliettes le projet de société du plein emploi écologique conforme aux orientations du congrès de révision du programme du printemps 2016³. Ce projet est pourtant réaliste à la fois scientifiquement et socio-économiquement. Il s'attaque aux fondements de la crise climatique (et de la biodiversité) tout comme à la racine de la pauvreté et des inégalités.

À droite des Libéraux sur des enjeux clefs distributif et écologique

Avec raison, la gauche sociale et politique rejette « *[l]a troisième mouture du plan d'action requis par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale [qui] a été rendue publique trois jours avant le quinzième anniversaire de l'adoption à l'unanimité de la loi, le 13 décembre 2002.* »⁴ Comme toujours, on distingue les « bons » pauvres, dit inaptes au travail, des « mauvais » pauvres dit aptes.

1 Voir sur mon site, [Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global](#), 26/11/17.

2 Voir sur mon site, [La clause orphelin concédée par Québec solidaire...](#), 5/10/16

3 Marc Bonhomme, [Centralité de la lutte climatique au Québec et au Canada – Mais l'alternative aux hydrocarbures reste le parent pauvre](#), Presse-toi-à-gauche, 14/06/16

4 Vivian Labrie, [Les désinformations du plan d'action : que devient l'appel à tendre vers un Québec sans pauvreté?](#), IRIS, 15/12/17

Pendant qu'on fait crever de faim ou de froid les derniers en leur accordant à peine plus de la moitié de ce que coûte un panier de survie dit « *mesure du panier de consommation* » (MPC), on l'accorde à 100% aux premiers, après six ans, alors que ce MPC ne permet que de se maintenir la tête hors de la survie et non hors de la pauvreté ce pour quoi il faudrait leur attribuer ce que jadis on nommait le « *seuil de faible revenu* ». Reste que cet insuffisant MPC en 2017 vaut un peu plus de 18 000 \$ l'an. Et quel est le « *revenu minimum garanti* » par la plateforme Solidaire ? (point 5.3.a) 13 100 \$. Aux « bons » pauvres, Québec solidaire accorde moins, beaucoup moins, que les Libéraux !

Si pour la lutte anti pauvreté, Québec solidaire se fait damer le pion par les Libéraux, il doit en être autrement, se dit-on, pour la lutte climatique. Quelle est la jauge des Libéraux ?

M. David Heurtel, annonce l'adoption par le gouvernement d'une cible québécoise de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous le niveau de 1990 en 2030. [...] Pour 2020, le Québec s'est donné un objectif encore plus ambitieux, soit celui de réduire ses émissions de GES de 20 % sous leur niveau de 1990. [...] Elle place également le Québec sur la trajectoire de la réduction d'émissions de GES recommandée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les pays industrialisés [...] réduire leurs émissions de GES de 80 % à 95 % d'ici 2050.⁵

Quel est la jauge des Solidaires selon la plateforme électorale 2018 ? « *Québec Solidaire réduira au maximum les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la cible d'une réduction de 95% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990 grâce à des cibles intermédiaires à chaque cycle de 5 années* » (point 7.3). Et c'est l'omerta à propos du marché et de la taxe carbone, les stratégies clefs des Libéraux québécois et fédéraux. Ce prétendu engagement est un reniement du programme voté en 2016 :

Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. [...] ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien du statut quo : S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.). S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.

On dira que les Libéraux se sont dotés d'objectifs pour la galerie, ce que dénonce même le dirigeant du Conseil du patronat⁶. Vrai, mais que dire d'un parti qui se met hors jeu dès le départ pour éviter d'être jugé sur son plan d'action... dont il ne s'est pas doté. Constatant cette remarquable souplesse Solidaire, le nouveau président du Conseil du trésor, c'est-à-dire le coupeur en chef, et dauphin présumé du Premier ministre d'avouer « *...qu'il est possible que le Parti libéral et Québec solidaire travaillent ensemble, malgré ce qu'on peut penser.* »⁷ Last but not least, un observateur futé comme le chroniqueur nationaliste du Devoir Michel David ne s'y est pas trompé : « *Gabriel Nadeau-Dubois (Gouin) demeure un personnage polarisant, mais il n'a pas mis de temps à imprimer sa marque sur Québec solidaire, dont il tente de recentrer le discours tout en ménageant ses "purs et durs". Dans le dossier de la fusion avec Option nationale, QS a fait preuve d'un pragmatisme qu'on ne lui connaissait pas.* »⁸

5 Gouvernement du Québec (MDDELCC), [Québec adopte la cible de réduction de gaz à effet de serre la plus ambitieuse au Canada](#), communiqué du 27/11/15

6 Yves-Thomas Dorval, [Une obligation de moyens et un devoir de cohésion](#), Le Devoir, 23/11/17

7 Dominique Cambron-Boulet, [TLMEP: Pierre Moreau rend hommage à Françoise David](#), Le Courrier du Sud, 23/01/17

8 Michel David, [Bulletin de l'opposition](#), Le Devoir, 12/12/17

Se laisser aveugler par une «exceptionnalité» québécoise et une factice accalmie économique ?

Plusieurs diront que ce « *pragmatisme progressiste* »⁹ épouse les frontières du possible d'un monde bien campé à droite malgré des résistances héroïques dont celles iraniennes semblent prendre le relais de celles catalanes. Il faudrait donc se contenter d'améliorer la condition populaire sur le pont du Titanic alors que « *[l]e capitalisme traverse une triple crise très profonde : une crise économique mondiale, une crise écologique (qui s'exprime principalement par le dérèglement climatique) et une crise de légitimité démocratique [...] triple crise [qui] n'est rien d'autre que l'expression d'une véritable crise de civilisation...* »¹⁰ Serait-ce que cette crise mondiale ne concerne pas le Québec, pays relativement égalitaire, auquel de simples réformes suffiraient ? On peut toujours se consoler en se comparant au Canada anglais et aux ÉU mais la lourde tendance aux inégalités prévaut ici comme ailleurs¹¹ presque sans exception s'il y en a une. Le nationalisme ne doit pas aveugler d'autant plus que le revenu médian québécois est à la traîne par rapport aux autres provinces même si le Québec n'est pas nécessairement le dernier de la classe¹².

Faudrait-il se laisser endormir par la présente accalmie de l'économie mondiale, particulièrement en Amérique du Nord, qui vaut au Québec un exceptionnel surplus budgétaire conquis par une radicale austérité ?¹³ Ou peut-être faudrait-il se laisser impressionner par le plus bas taux de chômage et le plus haut taux d'emploi depuis au moins 1976¹⁴... sur fond de revenu médian stagnant¹⁵ et de salaire réel à la baisse dans les pays du vieil impérialisme¹⁶ ? Cette contradiction reflète le fait qu'il y a dans le monde plus de 200 millions de sans travail et que plus du quart des personnes au travail vivent dans la pauvreté¹⁷. Plusieurs cognent à nos portes¹⁸ mettant durement à l'épreuve l'internationalisme prolétarien ou l'aspiration à la citoyenneté universelle.

La similitude entre la prospérité pré-crise de 2007 et celle de 2017 est troublante. À l'endettement, cette fois-ci plus répandu spécialement pour le Canada, s'ajoutent les facteurs aggravants d'une politique monétaire indisponible parce que déjà au plancher¹⁹, d'une politique budgétaire fort entamée par des déficits publics généralisés... sauf les quelques exceptions habituelles (Allemagne, Suède, Suisse...)²⁰ et le Québec, et des grandes puissances qui ne peuvent plus (Chine)²¹ ou qui ne veulent plus (États-unis) sauver cette fois-ci le capitalisme mondial.

9 Marc Bonhomme, [Québec solidaire de parti alternatif de gauche à « pragmatique » parti « progressiste » ?](#), ESSF, 14/12/17

10 Gauche anticapitaliste – Belgique, [Qui sommes-nous](#), sans date

11 Gérard Fillion, [Le 1 % le plus riche : le modèle québécois](#), Radio-Canada, 1/05/17 : « *Le modèle québécois, écrit Nicolas Zorn, « serait conçu notamment pour atténuer les écarts de revenus. [...] Il est bien possible, poursuit Nicolas Zorn, que le taux de syndicalisation plus élevé au Québec ait ralenti la hausse des revenus du premier centile [...] N'empêche, les membres du 1 % le plus riche au Québec ont vu leur revenu marchand augmenter de 78 % de 1985 à 2008 contre 19 % pour les 99 % les moins nantis. [...] Une société fortement intégrée dans l'économie mondiale comme le Québec peut difficilement s'isoler des phénomènes qui touchent l'ensemble des pays mondialisés.* »

12 Gérard Fillion, [Le Québec, pauvre un jour, riche le lendemain!](#), Radio-Canada, 15/09/17

13 Gérard Fillion, [Surplus record de 4,5 milliards \\$: l'argent coule à flots à Québec!](#), Radio-Canada, 22/06/17

14 Cirano, [Évolution du taux de chômage et du taux d'emploi, Québec, 1976-2016](#) et Statistique Canada, [Caractéristiques de la population active, données désaisonnalisées, par province \(mensuel\) \(Québec, Ontario, Manitoba\)](#)

15 Institut de la statistique du Québec, [Revenu médian, revenu disponible, ménages, Québec, 2012-2015](#)

16 The Economist, [Real wages](#), 23/12/17

17 Organisation internationale du travail, OIT: [Le chômage mondial devrait augmenter de 3,4 millions en 2017](#), 12/01/17, tableau 1

18 Francesca Fattori, [Le nombre de déplacés dans le monde équivaut à la population française](#), Le Monde, 20/07/17

19 Desmond Lachman, [The Global Economy Is Partying Like It's 2008](#), New York Times, 13/12/17

20 The Economist, [Trade, exchange rates, budget balances and interest rates](#), 23/12/17

21 The Economist Espresso, [Buried bombs? The world economy](#) : « *La Chine, où la dette et les nouveaux emprunts restent préoccupants, ne sera peut-être pas en mesure de maintenir la croissance tout en éteignant les feux financiers, et sa croissance plus lente affectera d'autres économies.* » (ma traduction)

L'argent est dans les paradis fiscaux et dans les placements du 1% et de leurs alliés du 10%

Faudrait-il attendre le grand plongeon alors que s'impose la nécessité de sauver la civilisation de la logique destructrice de l'accumulation du capital pendant que les moyens pour y arriver, tout à fait disponibles, restent prisonniers de son emprise. Les paradis fiscaux regorgent de billions de dollars — au moins 10% du PIB mondial (5% pour le Canada)²² — prêts à être mobilisés pour le plein emploi écologique. Pour tourner le fer dans la plaie, la pseudo lutte contre les paradis fiscaux sert de prétexte pour abaisser l'impôt des entreprises et celui sur les revenus, surtout ceux élevés. Au Québec, la baisse de l'impôt des entreprises, relativement au PIB, a été spectaculaire comparée à celle du Canada hors Québec et des autres pays de l'OCDE. Si la pression fiscale totale, au final, y fut globalement en moindre baisse c'est parce que celle-ci a été un peu moindre pour l'impôt des particuliers et surtout qu'il y eut hausse, plus qu'ailleurs, pour les régressives taxes indirectes surtout pour l'impôt foncier²³. La contre-réforme fiscale récemment votée par le congrès étatsunien vient de relancer la course vers le fond du baril²⁴. Par sa baisse inattendue de l'imposition des particuliers d'un milliard \$²⁵, le gouvernement du Québec pourrait se vanter d'avoir déroulé le tapis au trumpisme fiscal.

Il faut arrêter de flipper à propos du financement du plein emploi écologique. Dans le cadre d'un Québec indépendant doter de sa monnaie, une réforme fiscale en profondeur, dont le blocage des paradis fiscaux et la fin de l'évasion et de l'évitement fiscaux, y suffira. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires²⁶. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les *négawatts* de la réhabilitation énergétique des bâtiments et les flottes de camions électrifiés de la même façon que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'utilisateur payeur, par la conservation de l'énergie, débourse moins pour payer sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

La catastrophe climatique exige une réponse exigeante mais tout à fait faisable

Si les moyens financiers disponibles abondent, ceux technologiques ne sont pas en reste. Efficience énergétique, énergies solaire et éolienne sont même rentables ou le deviennent tout comme les véhicules électriques en sont sur le seuil²⁷. L'urgence d'agir est évidente. « *Les gaz à effet de serre libérés par l'humanité ont déjà réchauffé la Terre de 1°C ou plus depuis les années 1870. [...] ils devraient progresser de 2% en 2017, après trois années de quasi-stabilité. [...] Le rapport de l'ONU sur les "Emissions Gap" de cette année, publié en octobre, montre que le premier ensemble d'engagements climatiques soumis par 164 pays correspond à un tiers des réductions d'émissions nécessaires pour maintenir le réchauffement en dessous de 2°C.* »²⁸

22 Jean-Robert Sansfaçon, [La bataille jamais gagnée contre les paradis fiscaux](#) (éditorial), Le Devoir, 20/09/17

23 Chaire en fiscalité et en finances publiques – Université de Sherbrooke, [Bilan de la fiscalité au Québec – édition 2017](#), 13/01/17. Voir les graphiques 2 (imposition global), 7 (particuliers), 12 (entreprises), 14 (consommation), 17 (patrimoine-foncier), 19 (cotisations sociales). La thèse de ce bilan par cette chaire particulièrement néolibérale est de démontrer que le Québec n'est pas assez fiscalement compétitif, trop « européen », face au reste du Canada et aux ÉU. Il faut donc inverser l'argumentation implicite : l'indépendance donnera au Québec une marge de manœuvre supplémentaire et surtout servira d'incitatif pour entraîner les autres.

24 Paul Krugman, [The Biggest Tax Scam in History](#), New York Times, 27/11/17 et Brigitte Alepin et Louise Otis, [Sommes-nous en guerre fiscale? - La réforme Trump est plus considérable pour les Canadiens que toute réforme fiscale conduite auparavant](#), Le Devoir, 30/12/17

25 Jean-Marc Salvat, [Leitão annoncera une baisse d'impôt rétroactive](#), Le Soleil, 20/11/17

26 Coalition mains rouges, [10 milliards de solutions](#), février 2015

27 Damian Carrington, [The seven megatrends that could beat global warming: 'There is reason for hope'](#), The Guardian, 8/11/17. Cependant le technologisme très capitalisme vert de cet article ignore complètement le barrage socio-économique de loi d'airain de l'accumulation du capital. Par exemple, l'auto privé électrique, même hydroélectrique, ne règle en rien les plaies de l'étalement urbain, de la congestion urbaine et de la pollution due à la fabrication de masse particulièrement des batteries. En plus d'envisager la gargantuesque et apprenti sorcier géo-ingénierie pour capter le carbone, l'article doit admettre que la destruction des forêts est déjà hors contrôle.

28 The Economist, [New life for the Paris climate deal](#), 14/12/17, ma traduction

À son congrès du printemps 2016, Québec solidaire a répondu « présent ». La cible anti-GES pour laquelle a voté le congrès, soit une réduction des deux tiers en 2030 par rapport à 1990 provient de Climate Action Tracker (CAT)²⁹ qui a calculé des cibles pour les États seulement. CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux inadéquats liés à l'Accord de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées. Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC. Et cette cible vise l'horizon d'une baisse de la température terrestre de 2°C d'ici 2100, et non le 1.5°C auquel incite les Accords de Paris, sans compter qu'elle ne tient pas compte de la nécessaire réduction d'extraction d'hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques qui polluent tous les océans³⁰ jusqu'à y former des «continents».

Paniquée par ce crû réalisme scientifique mais politiquement exigeant, la direction Solidaire a rassemblé ses propres experts dépendants pour leur rémunération et réputation des gouvernements, de think-tanks et des mass-media afin de saborder cet aspect du programme lors de l'étape du passage à la plateforme électorale. Deux faux arguments clefs furent concoctés : cette cible ne s'applique pas au Québec pour lequel elle n'est de toute façon pas réalistement faisable.

La cible d'une réduction des deux tiers pour 2030 est plus facile pour le Québec que pour le Canada

La cible Solidaire serait non pertinente pour le Québec lequel ne peut avoir recours à l'élimination «facile» du charbon et de l'extraction pétrolière. Veut-on avoir le problème de l'Ontario dépendante de l'industrie automobile à recycler et du nucléaire, qui n'est pas une alternative écologique, ou de l'Alberta dont la prospérité repose sur une économie dopée au pétrole bitumineux sans compter ses centrales électriques au charbon ? Les émissions canadiennes de GES dépassaient en 2015 de 18% le niveau de 1990 alors que le Québec les avaient réduites de 10%³¹. La marche est plus haute pour le Canada que pour le Québec qui a 28 points de pourcentage d'avance. Le Québec non seulement n'a-t-il pas besoin de massive reconversion énergétique et industrielle, mais il jouit d'un surplus substantiel d'hydroélectricité³² disponible pour le transport électrique de même que d'une importante industrie de fabrication de moyens de transport collectif.

La cible d'une réduction des deux tiers pour 2030 est techniquement faisable

Le document consultatif de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec³³ affirmait :

Que représente la cible de 25 % de réduction de gaz à effet de serre

La cible de 25 % de réduction des GES par rapport à 1990, appliquée au secteur de l'énergie, signifie que l'on doit encore diminuer notre consommation d'énergie fossile (pétrole, gaz naturel et charbon) d'environ 23 % par rapport à aujourd'hui. Pour y arriver d'ici à 2020, voici quel niveau d'effort nous devrions réaliser si une seule mesure était appliquée dans chacun des quatre secteurs.

Secteur **résidentiel** :

- Convertir environ 100 000 logements encore chauffés au mazout ou au gaz naturel à l'électricité (sur environ 650 000 logements non chauffés à l'électricité).

Secteur **commercial et institutionnel** :

- Convertir à l'électricité environ 31 000 bâtiments — fermes d'élevage, exploitations agricoles, bâtiments institutionnels, lieux de culte, hôpitaux et écoles.

Secteur des **transports** :

- Retirer de la route ou convertir à l'électricité environ 2,1 millions d'automobiles ou camions légers (tout près de 50 % du parc).

Secteur **industriel** :

- Réduire de plus des deux tiers les émissions de l'industrie de l'aluminium.

29 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — paragraphe "Fair Share" : « Afin d'être cohérent avec la plupart des approches de partage d'effort et être évalué «suffisant», le Canada doit fixer un objectif 2030 plus ambitieux consistant à réduire les émissions industrielles de GES d'au moins 73% inférieures aux niveaux de 2005 (67% inférieurs aux niveaux de 1990). [...] Selon les approches de partage d'efforts multiples, pour atteindre une part équitable des réductions d'émissions, les émissions du Canada devraient être négatives d'ici 2050. » (ma traduction)

30 Atlantico, [La carte interactive de la Nasa qui illustre le désastre de la pollution en mer](#), 7/09/15

31 Gouvernement du Canada, [Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement – Émissions de gaz à effet de serre](#), avril 2017, figures 1 et 7

32 TVA nouvelles, [Un record pour les exportations d'Hydro-Québec](#), 30/12/17 et Hydro-Québec, [Production, achats et ventes d'électricité](#), 2017. Sans Churchill Falls au Labrador, Hydro Québec exporte près de 20% de sa production électrique (un peu plus de 15% en incluant Churchill Falls).

33 [Document de consultation de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec](#), 2013, page 56

Ces mesures partielles réduiraient les émanations de GES du tiers (25% + 10% déjà acquis) par rapport à 1990. Il est possible d'ici 2030 de convertir le demi-million restant de logements non climatisés à l'électricité. À court terme, il est techniquement banal de substituer l'électricité au gaz naturel pour la climatisation des bâtiments particulièrement commerciaux et institutionnels. Il est aussi possible de convertir l'autre moitié du camionnage léger sans compter l'interdiction immédiate de l'achat de véhicules les plus énergivores. Avec Hydro-Québec qui s'est mise à installer des bornes électriques un peu partout et parce que la livraison locale de marchandises supposent de courte distance et le retour fréquent des camions légers à un même point, leur électrification d'ici 2030 est un jeu d'enfant.

La construction du «grand virage» de Climat-Montréal (et l'arrêt du train aérien REM)³⁴ pour le transport des personnes, étant en surface seulement et donc comportant l'avantage de pénaliser l'automobile d'autant plus que ce transport collectif serait gratuit d'ici dix ans, est faisable d'ici 2030³⁵. Tout comme est réalisable une généralisation à tout le Québec de l'autopartage électrifiée et communautaire soutenue publiquement. Si on ajoute des progrès pour le transport lourd — on en serait déjà technologiquement au camion lourd électrifié³⁶ pour compléter train et cabotage³⁷... mais non pour s'y substituer — et la foresterie et l'agriculture qui peuvent absorber des GES au lieu d'en émettre (reforestation, agriculture biologique), l'autre tiers est à portée de main d'ici 2030 et à parachever pour 2050. *Last but not least*, on doit dès maintenant légiférer pour aller vers une ville sans auto solo et sans maison individuelle et en rangée, à fonction mixte, à logement et transport collectifs, approvisionné par des circuits courts et pénétré par l'agriculture. Reste le noyau dur des procédés industriels : les énergivores et polluantes alumineries très peu créatrices d'emplois sont un pensez-y-bien³⁸.

Un printemps érable jusqu'à la grève sociale pour un «effort de guerre» anti marché

Atteindre la cible Solidaire dérivée des Accords de Paris pour contribuer à sauver la civilisation humaine exige une mobilisation semblable à la reconversion vers une économie de guerre comme en 39-40 ou vice-versa comme en 45-46. C'est impossible en passant par le marché dominé par le capital financier et par une poignée de multinationales. Les marché et taxe carbone, rejetés par le programme Solidaire mais non par sa plateforme électorale, n'ont pour effet que d'enliser la lutte climatique et pour la bio-diversité dans le marais nauséabond de l'accumulation du capital qui cherche à rentabiliser ses lourds équipements fossiles pour, à pas de tortue, recycler ses profits vers la géo-ingénierie et l'électrification de l'auto solo³⁹ au sein

34 Le REM sert les intérêts de la Finance, de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et « oublie » tant l'est de Montréal que le restant du Québec. Comme alternative au même prix, on peut s'inspirer du « Grand virage » :

- Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Mart in)/Pie IX/méto Pie-IX ; 3. Métro Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/méto Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/méto Montmorency/Bois-Francis.
- Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de métro : Pie-IX, Poirier et Bois-Francis.
- Il sera même possible de financer une ligne de tramway à Gatineau et une à Québec.

35 Québec solidaire Capitale nationale a démontré pour la ville de Québec la faisabilité bon marché d'un « [tramway, colonne vertébrale de notre infrastructure de transport](#) ».

36 Radio-Canada, [Tesla dévoile un semi-remorque 100 % électrique](#), 17/11/17

37 Faut-il rappeler que Bombardier et compagnie sont capables de produire des trains, que les CN et CP particulièrement méprisants pour le Québec peuvent être nationalisés par un Québec indépendant, comme prévu dans le programme Solidaire, et que le chantier maritime de Lévis est en mal de contrats... et qu'il pourrait construire autre chose que des navires militaires.

38 Ce serait la moindre des choses que d'interdire les énergivores fermes d'ordinateurs fabricant des cryptomonnaies (Radio-Canada, [Le bas coût de l'électricité au Québec intéresse l'industrie mondiale du bitcoin](#), 13/11/17). L'électricité en surplus devrait être réservée pour des usages socialement utiles tel le transport électrique ou à défaut l'exportation vers le Canada se substituant aux sources fossiles ou nucléaires, ce qui contribuerait à dorer la pilule de l'indépendance auprès du peuple canadien dont la clef est l'Ontario.

39 Le dada capitaliste vert est l'auto solo sans chauffeur qui au dire du capital pourrait aussi se substituer au transport collectif en complément des trains aériens (REM) et des métros (ex. la ligne rose de Projet Montréal) éliminant à terme l'option du transport collectif bon marché de surface tel que le « grand virage » proposé par Climat-Montréal. Par contre, de petits véhicules collectifs et électriques sans chauffeur sur des trajets balisés pourraient contribuer à résoudre le dilemme du transport collectif dans les tentaculaires banlieues de maisons unifamiliales mieux que les vastes stationnements incitatifs. Cette possibilité est déjà à l'essai, par une multinationale française, dans la municipalité de Terrebbonne (Bruno Bisson, [Navette autonomes: projet-pilote d'un an à Terrebbonne](#), La Presse, 17/05/17)

d'une ville bungalow. Même la bourgeoisie canadienne avait compris la nécessité de la planification étatique se soumettant le marché pour entreprendre l'effort de guerre⁴⁰. Pour sauver la civilisation à l'avantage non du capital mais de la majorité populaire, il faut encore plus de planification, démocratique cette fois-ci, financée par une mobilisation de l'épargne nationale et le contrôle des échanges commerciaux, ce qui requiert l'indépendance. Le problème n'est pas technique et financier mais politique et idéologique.

Ainsi le Québec pourra être vis-à-vis le monde « *quelque chose comme un grand peuple* »⁴¹ à l'image des femmes du Québec qui furent à l'initiative de la Marche mondiale des femmes de 2000. Québec solidaire est peut-être le seul parti mondial présent dans un parlement qui se conforme à l'esprit et à la lettre des Accords de Paris par une cible 2030 respectant au moins le plafond du 2°C de hausse maximum sur l'horizon 2100. Il faut en être fier, le crier sur les toits et surtout se doter du plan d'action pour y arriver tout en appelant à une mobilisation de masse sur la base de la gratuité du transport collectif sur dix ans — elle l'est déjà à l'intérieur de petites villes comme Chambly, Ste-Julie et Beauharnois — comme l'a été la revendication de la gratuité scolaire pour le Printemps érable de 2012.

Il semble que Gabriel Nadeau-Dubois, le nouveau porte-parole homme des Solidaires — « *J'ai pris de la maturité* » disait-il à Tout-le-monde-en-parle pour préparer sa venue — ait tiré une leçon pragmatique du Printemps érable de 2012 dont il était le porte-parole principal. Renoncer à la gratuité scolaire pour réclamer le statu quo afin de rallier les deux associations modérées aurait été la bonne stratégie. Bilan apparemment conforme au sens commun mais qui ignore la dialectique de la mobilisation élevant rapidement le niveau de conscience. C'est la mobilisation de la CLASSE qui a rallié les deux autres associations malgré leurs directions contraintes à suivre le courant. Revendiquer la gratuité scolaire, un acquis de la gauche étudiante que même Jacques Parizeau, chef de file du camp indépendantiste lors du référendum de 1995, a appuyé au cours de la lutte, aurait encore plus mobilisé la base de la CLASSE et donc encore plus entraîné les autres et par là renforcé les soudures du front uni étudiant. Et que dire de l'attraction d'une telle revendication alternative, loin du statu quo néolibéral du gel des frais de scolarité, pour inviter au dépassement de la lutte étudiante vers la grève sociale.

L'autocritique de la CUP-CC, le parti anticapitaliste indépendantiste catalan, exemple à imiter

C'est peut-être ce genre de pragmatisme qui a aussi coûté cher à la CUP-CC, le parti indépendantiste anticapitaliste de la Catalogne dont deux ex-députées furent invitées et fort applaudies au dernier congrès Solidaire. Lors de l'élection du 21 décembre, il a perdu plus de la moitié de ses députés malgré la victoire du camp indépendantiste. Certes, ce parti ne pouvait compter sur des prisonnières ou exilées politiques, comme les deux autres partis néolibéraux, pour attirer un vote de solidarité anti-répressif. Mais la CUP-CC a aussi fait preuve d'opportunisme dans son alliance avec la droite indépendantiste majoritaire sur ce quoi elle a eu le courage de l'autocritique :

Ainsi, la CUP-CC a toujours dénoncé qu'il ne s'agissait pas seulement d'allouer plus d'argent aux politiques sociales, mais qu'il était indispensable de commencer à inverser les conditions de vie matérielles de la classe ouvrière et des classes populaires. En ce sens, et comme une autocritique qui doit nous être aussi adressée, la CUP-CC, de manière trop systématique, a intériorisé le discours de la gestion de la misère comme un moindre mal. [...] Il faut aussi dire que durant ces années le débat a été plus centré sur la discussion avec le front monarchique sur le droit à l'autodétermination que sur la discussion collective de comment s'y prendre. En tant que CUP-CC, nous aurions dû approfondir davantage dans ce sens, nous en faisons l'autocritique. Comme nous le faisons également concernant la clarification du véritable rôle joué par l'UE en faveur du statu quo et de ne pas avoir trouvé le moyen d'exprimer notre préoccupation quant au niveau de manque de préparation du gouvernement que nous percevions, sans générer un effet démobilisateur. [...] Il faut assumer aussi l'autocritique de n'avoir pas mis en avant

40 Encyclopédie canadienne, [Effort de guerre au Canada](#), paragraphe Deuxième guerre mondiale et suivant, 16/12/13 et [Commission des prix et du commerce en temps de guerre](#), 17/02/15

41 Plus on est de fous, plus on lit!, [Quelque chose comme un grand peuple](#), Radio-Canada, 21/05/13

pendant toute cette dernière période un cadre de mobilisations plus fortes et plus réactives qui aurait pu corriger cette situation et de n'avoir pas été capables de comprendre l'importance de ces mobilisations...⁴²

Quand le temps des constats amers sera venu, la direction Solidaire aura-t-elle ce courage ? On peut penser qu'en plus de funestes événements, il faudra que la base pousse à la roue. Mais pourra-t-on compter sur la gauche anticapitaliste dont le principal courant, Presse-toi-à-gauche, appuie l'inflexion droitière de la direction Solidaire ? Corriger le tir avant les élections de l'automne 2018 éviterait bien des dégâts, peut-être électoraux mais sûrement politiques comme transformation du parti en cinquième (ou quatrième) roue social-libéral du carrosse néolibéral. C'est ce que réserve aux Solidaires la pseudo radicalité de l'unilatéralisme indépendantiste de droite pour laquelle la fusion avec Option nationale a servi d'alibi.

Revenir au plein emploi écologique comme projet de libération du capital fédéraliste

Le temps sera venu d'enfin envisager l'orientation du plein emploi écologique dont le congrès de la véritable radicalité écologique du printemps 2016 avait planté le socle. Le plein emploi écologique nécessite l'indépendance afin de détenir les pouvoirs constitutionnels pour le réaliser et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing*, probante manifestation de l'oppression nationale : les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte, armé d'une alternative, d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales.

Un tel projet de société emballant redonnera le goût du français à la jeunesse, profondément écologiste, qui n'accepte pas la répression linguistique sauf celle contre le patronat en ce qui concerne la langue de travail et celle d'affichage. Il facilitera l'intégration des communautés culturelles et racisées, surtout en termes d'emploi, et leur adhésion à la québécoisité dont le français, loin du néolibéralisme guerrier que furent les réfugiées. Il créera les conditions pour reconnaître le droit à l'indépendance des nations aborigènes de la province fédérale du Québec, comme nations depositaires du soin de la Terre-Mère, et de leur offrir l'égalité nationale dans le cadre d'une république fédérée. Il favorisera les relations de peuple à peuple, y inclus ceux canadien et étasunien, pour obtenir leur accord au projet indépendantiste et pour établir des ententes commerciales, financières, scientifiques, culturelles réciproquement avantageuses et pour aller dans la même direction que le peuple québécois... ou vice-versa.

Marc Bonhomme, 1^{er} janvier 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca